

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702881ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702881ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1991). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 22(3), 594–601. <https://doi.org/10.7202/702881ar>

Le Canada, les réfugiés et les Nations Unies

20 juin :

Le ministre de l'Immigration, M. Bernard Valcourt, rencontre le représentant au Canada du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, M. Dessalegn Chefeke, pour discuter de l'engagement du Canada vis-à-vis du problème des réfugiés. (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 91-17*, 20 juin 1991)

Nominations diplomatiques

17 mai 1991 :

M. Randolph Gherson remplace M. Alan Beesley au poste d'ambassadeur pour la conservation des pêches. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 119*, 17 mai 1991).

28 juin 1991 :

Un nouvel ambassadeur, M. Leonard Edwards, représentera le Canada en Corée du Sud. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 151*, 28 juin 1991).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1991)

A — Aperçu général

Le ministre des Affaires internationales du Québec, M. John Ciaccia, procédait le 10 avril à la défense des crédits de son ministère. On apprenait alors que le budget du MAI pour l'exercice financier de 1991-1992 passerait de \$106.5 millions à \$111.7 millions, cette augmentation, expliquait M. Ciaccia, étant attribuable à l'extension du réseau des représentations à l'étranger avec les nouveaux locaux de Séoul, Prague, Vienne, Rabat et du Caire. Ce plan de dépense requiert d'ailleurs 43 % du budget total prévu, c'est-à-dire 4 % de plus que l'an dernier. M. Ciaccia rappelait aussi que le dépôt d'une nouvelle politique des affaires internationales est imminent, l'élaboration de cette politique étant entrée dans «sa phase finale».¹ Le ministre de la Francophonie dressait également un bilan positif de l'exercice financier de 1990-1991 en présentant les acquis et les stratégies futures de la contribution du Québec à l'espace francophone.²

Ces bilans administratifs et la fin de la session parlementaire qui les accompagne sont un prélude à la période estivale souvent annonciatrice d'un ralentissement des activités à l'étranger. On notera cependant la mission en

1. Discours de M. John Ciaccia, *Défense des crédits*, 10 avril 1991.

2. Cabinet du ministre délégué à la Francophonie, *Communiqué de presse*, 10 avril 1991 et *Discours*, *Défense des crédits*, 9 avril 1991.

Amérique latine de la ministre de l'Immigration, le passage d'une mission commerciale en Iran et la participation québécoise aux réunions multilatérales francophones.

B — Les politiques d'immigration

L'examen des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration rendait publiques les dernières statistiques concernant l'immigration. Il dévoile que l'immigration francophone a augmenté de 54 % en 1990 en raison d'une arrivée massive de Libanais, phénomène qui s'est ensuite résorbé. Sur les 40 076 immigrants reçus au Québec l'an dernier, 60 % appartiennent à la catégorie travailleur indépendant, 23 % à la catégorie de la famille et 17 % à celle des réfugiés. Enfin, conséquence de l'accord de décembre dernier, le budget du MCCI subit une forte augmentation puisqu'il atteindra \$114 millions en 1991-1992.³

Par ailleurs, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Monique Gagnon-Tremblay, effectuait au début du mois de mai une mission d'évaluation des services offerts aux immigrants, mission qui la conduisait aux États-Unis et au Mexique. Après Los Angeles et New York, Mme Gagnon-Tremblay se rendait à Mexico avec l'objectif de stimuler le recrutement d'immigrants francophones en provenance d'Amérique latine. De concert avec les autorités mexicaines, la délégation du Québec et l'Alliance française, le Québec entend offrir des cours de français et divers services aux hispanophones désirant immigrer au Québec. Ces activités seront regroupées au bureau de Mexico, le bureau de Buenos Aires devant fermer ses portes bientôt.⁴

C — Le Québec et la Francophonie

La tenue en novembre du quatrième Sommet francophone, le Sommet de Chaillot, était l'un des premiers dossiers que discutait M. Guy Rivard avec sa nouvelle homologue, Mme Catherine Tasca lors d'une rencontre à Paris. Ce sommet, espèrent-ils, en sera un d'«évaluation et de consolidation» durant lequel les participants soulèveront comme priorités l'efficacité, la bonne gestion des ressources et le développement économique de la Francophonie.⁵

La préparation du Sommet s'accélère d'ailleurs et la première conférence des ministres des Affaires étrangères est prévue les 9 et 10 juillet. De son côté, le Comité international préparatoire (CIP) multiplie ses réunions. Par exemple, au cours de sa réunion du 2 mai, le CIP s'est doté d'un bureau présidé par la

3. Michel VENNE, *Le Devoir*, 26 avril 1991, pp. A1 et A4.

4. Michel VENNE, *Le Devoir*, 29 mai 1991, pp. B1 et B2.

5. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 1^{er} juin 1991, p. A2.

France, les autres membres étant le Sénégal, le Zaïre, la Belgique, le Burundi, le Canada, l'Égypte, le Mali, le Maroc, le Niger, les îles Maurice et le Québec. Les autres rencontres du CIP ont eu lieu les 21 mai et les 6, 27 et 28 juin.⁶

Les pays membres de la francophonie tenaient une autre importante rencontre au cours du trimestre alors que les ministres responsables de l'Environnement des pays ayant en commun l'usage du français se réunissaient à Tunis les 22 et 23 avril. Ils adoptaient à cette occasion la Déclaration de Tunis et un Plan d'action quinquennal qui engagent les pays membres dans la voie du développement durable et de la solidarité environnementale. Participant à cette conférence, le ministre Rivard indiquait que le Québec entend participer à divers programmes de revalorisation environnementale dont la reforestation d'Haïti et faire valoir son expertise dans des domaines d'activités tels que la prévention des problèmes environnementaux.⁷

La visite officielle du secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. Jean-Louis Roy, au Canada, au Québec et au Nouveau-Brunswick, était aussi l'occasion de discuter des principaux dossiers de la Francophonie et de faire le point sur la préparation du Sommet. Au Québec les 8 et 9 mai, M. Roy rencontrait notamment le Premier ministre québécois et tenait une séance de travail avec le ministre délégué à la Francophonie. Il inaugurait également les nouveaux locaux de l'Institut de l'Énergie des pays ayant en commun l'usage du français avant de poursuivre sa visite à Montréal où il prononçait une allocution au siège de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).⁸

Enfin, soulignons que le Québec concluait avec l'AUPELF une entente dans le domaine fiscal. Ainsi, le gouvernement québécois reconnaîtra à cet organisme certains avantages fiscaux et l'exemption des impôts payables par les sociétés et des taxes à la consommation.⁹

D — Le Québec et les États-Unis

Les relations américano-québécoises étaient marquées ce trimestre-ci par les séjours du ministre Ciaccia aux États-Unis. Il visitait d'abord la capitale américaine, les 1^{er} et 2 mai, pour discuter politique et économie avec des hauts fonctionnaires du Département d'État et des membres de comités du Congrès.¹⁰ Il retournait ensuite à Washington les 28 et 29 mai et prononçait des discours

6. *Lettre de la Francophonie*, n° 20, 15 mai 1991, p. 1.

7. Cabinet du ministre délégué à la Francophonie, *Communiqué de presse*, 19 avril 1991 et 24 avril 1991; Raymond GERVAIS, *La Presse*, 24 avril 1991, cité par *L'Argus*, 24 avril 1991, p. A17.

8. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 6 mai 1991; *Lettre de la Francophonie*, n° 20, 15 mai 1991, p. 8.

9. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 28 mai 1991.

10. Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 7 mai 1991, p. A4.

devant le *Carnegie Endowment for International Peace*, l'*American Enterprise Institute* et le Conseil atlantique des États-Unis.¹¹ Quant à son dernier arrêt aux États-Unis, M. Ciaccia l'effectuait du 2 au 4 juin à Détroit et Chicago lors d'une mission économique ponctuée de rencontres avec les gens d'affaires et les investisseurs de cette région.¹²

E — Le Québec et l'Europe de l'Ouest

1 — La France

L'arrivée de Mme Édith Cresson à la tête du gouvernement français et les nominations qui suivirent étaient bien accueillies par les autorités québécoises. À la Délégation de Paris, on soulignait que l'orientation actuelle des relations institutionnelles franco-québécoises sera maintenue et que l'aspect économique continuera d'être privilégié, voire renforcé.¹³ La première rencontre avec des membres du nouveau gouvernement français avait lieu du 28 mai au 2 juin alors que M. Guy Rivard, le ministre délégué à la Francophonie, se rendait à Paris pour la réunion annuelle du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois de la Jeunesse. Il rencontrait son homologue, Mme Catherine Tasca, et la ministre de la Jeunesse et des Sports et coprésidente de l'OFQJ, Mme Frédérique Breden, toutes deux nouvelles détentrices de ces postes.¹⁴

Pour sa part, le ministre des Affaires internationales se déplaçait à Paris à la fin de juin ce qui était l'occasion d'une première rencontre avec Mme Cresson. On apprenait à l'issue de cette rencontre que la visite du Premier ministre français reportée depuis plusieurs mois sera encore remise. Une nouvelle date serait déterminée avant la fin de l'année.¹⁵

Par ailleurs, la France et le Québec signaient à Paris, le 15 mai, leur première entente de coopération linguistique. Celle-ci renforcera la collaboration entre le Conseil de la langue française du Québec et le Conseil supérieur de la langue française.¹⁶

2 — L'Allemagne

Les 28 et 29 avril, le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, accompagné de son sous-ministre adjoint, devait se rendre en Allemagne pour la signature d'une entente entre le Québec et la Bavière dans le domaine de

11. Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 30 mai 1991, p. A2; *La Presse*, 30 mai 1991, cité par *L'Argus*, 30 mai 1991, p. A8.

12. Ministre des Affaires internationales, *Discours*, 3 et 4 juin 1991.

13. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 27 mai 1991, p. 6.

14. Ministre délégué à la Francophonie, *Communiqué de presse*, 27 mai 1991.

15. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 22 juin 1991, p. A7; *La Presse*, 22 juin 1991, p. A7; *La Presse*, 22 juin 1991, cité par *L'Argus*, 26 juin 1991, p. A10.

16. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 16 mai 1991, p. A2.

l'environnement.¹⁷ Toujours dans le cadre des échanges avec cette région, la Délégation du Québec à Düsseldorf préparait activement la visite officielle de M. Max Streibl, ministre-président de la Bavière, qui avait lieu du 23 au 26 juin. MM. Streibl et Bourrassa convenaient alors d'intensifier la coopération existant déjà entre le Québec et la Bavière en privilégiant des secteurs industriels communs à savoir l'aéronautique, l'aérospatiale, l'environnement, l'énergie et les télécommunications.¹⁸

3 – L'Italie

Tel que convenu lors de la Semaine Québec-Italie en 1989, c'était au tour de participants québécois de séjourner en Italie et le ministre des Affaires internationales y pilotait une importante mission du 5 au 10 mai. Florence, Bologne, Rome et Milan figuraient à l'itinéraire de la soixantaine de participants qui accompagnaient M. Ciaccia. Des retombées sont à prévoir dans les secteurs de l'informatique, de l'énergie, des plastiques, des transports et de la métallurgie.¹⁹

F — Le Québec et la Pologne

Le bilan de la mission économique du trimestre dernier en Pologne est «fructueux et prometteur» selon le ministre Ciaccia. Parmi le bilan effectué par le ministre à son retour au Québec en avril, notons des ententes de coopération entre universités, des échanges dans le domaine de la coproduction cinématographique et télévisuelle²⁰ et la participation d'une entreprise québécoise à un projet de construction domiciliaire dans la ville de Tarnobrzeg.²¹

G — Le Québec et l'Amérique latine

1 – La Colombie

Une délégation colombienne vient renouveler le 4 juin à Québec une entente de formation universitaire. Cette entente de bourses à frais partagés permet chaque année à une quinzaine d'étudiants colombiens de poursuivre des études supérieures au Québec.²²

17. *Le Téléx* du 28 avril au 11 mai 1991, p. 1.

18. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 26 juin 1991, cité par *L'Argus*, du 26 juin 1991, pp. A9 et A10; Élisabeth KALBRUSS, *The Gazette*, 22 juin 1991, cité par *L'Argus*, 26 juin 1991, p. A9.

19. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, et *Discours*, 26 avril 1991; Jeff HEINRICH, *The Gazette*, 27 avril 1991, cité par *L'Argus*, 29 avril 1991, p. A25.

20. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, et *Discours*, 12 avril 1991.

21. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 17 mai 1991.

22. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 4 juin 1991.

2 – Le Mexique

Le président mexicain, M. Carlos Salinas fait une brève escale à Montréal le 9 avril où il rencontre le premier ministre du Québec lors d'un dîner-causerie. Le libre-échange nord-américain est évidemment le principal sujet de discussion et le Québec réitère à M. Salinas son appui en faveur d'une libéralisation des échanges.²³

H — Le Québec et le Moyen-Orient

1 – Mission commerciale en Iran

Une mission commerciale québécoise spécialisée en télécommunications se rendait en Iran du 26 avril au 1^{er} mai. Le Québec n'avait pas délégué de mission dans ce pays depuis 1975. Aux habituelles discussions entre gens d'affaires s'ajoutaient des rencontres sous-ministérielles avec des responsables iraniens des ministères de l'Énergie, de l'Agriculture, des Mines et des Affaires étrangères.²⁴

2 – La question des réfugiés kurdes

L'Assemblée nationale du Québec donnait son aval le 11 mars à une motion sans préavis portant sur l'octroi d'une aide aux réfugiés kurdes fuyant l'Iran. Le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, précisait alors qu'une rencontre avait eu lieu entre le Directeur des programmes de la Croix-Rouge, Division Québec, et le Directeur de la région Afrique et Moyen-Orient du MAI afin d'évaluer les possibilités d'aide et soutenir l'effort international humanitaire et médical dans cette région.²⁵

I — Chronologie thématique*

Voyages du chef de l'opposition

avril :

Le chef de l'opposition, M. Jacques Parizeau, effectue en avril deux séjours à l'extérieur du Québec. Il se rend d'abord aux États-Unis, une seconde fois en quelques semaines, au début d'avril, pour discuter libre-échange et avenir constitutionnel puis effectue en France, du 21 au 26 avril, une visite officielle. Il rencontre notamment le Président et le Premier ministre français ainsi

23. Pierre O'NEILL, *Le Devoir*, 10 avril 1991, p. A3 ; Rudy Le Cours, *La Presse*, 10 avril 1991, cité par *L'Argus*, 10 avril 1991, pp. A1 et A2.

24. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 avril 1991.

25. Ministère des Affaires internationales, Motion sans préavis, 11 mars 1991.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

que plusieurs autres personnalités politiques. (Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 3 avril 1991, pp. A1-A4; John SAUNDERS, *The Globe and Mail*, 3 avril 1991, pp. B1-B2; *Le Devoir*, 22 avril 1991, p. 3; Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse*, 24 avril 1991, cité par *L'Argus*, 24 avril 1991, p. A2; Martine JACOT, *Le Monde*, 21-22 avril 1991, cité par *L'Argus*, 26 avril 1991, p. B11).

Entente Malte-Québec

5 avril :

M. John Ciaccia, ministre des Affaires internationales, et M. Louis Galea, ministre maltais de la Politique sociale, signent une entente en matière de sécurité sociale qui touche notamment les cotisations et les prestations de retraite et d'invalidité. (Ministère des Affaires internationales, *Discours et Communiqué de presse*, 5 avril 1991).

Le dossier du représentant du Québec à Séoul

17 avril :

Le quotidien *Le Devoir* rapporte que le représentant permanent du Québec en Corée du Sud s'installera sous peu dans les bureaux de l'ambassade canadienne à Séoul. C'est M. André Migneault, fonctionnaire à la Direction des États-Unis, qui est pressenti pour occuper ce poste. (Michel VENNE, *Le Devoir*, 17 avril 1991, p. A3).

Ouverture du Centre canadien du commerce à Dubaï

Fin avril :

Le responsable du pupitre des pays du Moyen-Orient au MAI, M. Roger Miville-Deschênes, est présent à l'inauguration du Centre du Conseil du commerce canado-arabe situé aux Émirats arabes unis. Le gouvernement québécois participe financièrement au soutien de ce centre. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 avril 1991).

Création d'un groupe international sur l'amiante

Début juin :

M. Michel Gratton, président de l'Institut de l'amiante de Montréal, se voit confier la présidence du comité provisoire du Groupe international pour la sécurité dans l'utilisation des fibres de l'amiante. Il s'agit d'un organisme de promotion de l'amiante récemment créé par huit des principaux producteurs et consommateurs de ce produit dont le Canada. (*Le Devoir*, 12 juin 1991, p. A5).

Discussion avec le Président de la BID

13 juin :

M. Guy Rivard, ministre délégué à la Francophonie, s'entretient avec M. Enrique Iglesias, le président de la Banque interaméricaine de développement, de la possibilité de déléguer au Québec des représentants de cet organisme pour examiner l'expertise québécoise et évaluer le potentiel de la contribution du Québec dans le redressement économique de certains pays

latino-américains. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 13 juin 1991).

Premier colloque des villes du patrimoine mondial

30 juin au 4 juillet:

La ville de Québec accueille les représentants d'une cinquantaine de villes de 40 pays à l'occasion du colloque international des villes du patrimoine mondial tenu sous l'égide de l'UNESCO. Quelque soixante conférenciers discutent de différents aspects de la vie urbaine. (*Le Devoir*, 18 juin 1991, p. A2).